

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

INTROUVABLE PERTE DE CHANCE

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : LEDA juill. 2018, n° 111h4, p. 2

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

INTROUVABLE PERTE DE CHANCE

Rien ne permettant de considérer que l'assuré aurait renoncé à poursuivre son projet s'il avait reçu le conseil qui lui a fait défaut, la perte de chance alléguée ne revêt donc qu'un caractère hypothétique.

Cass. 2e civ., 3 mai 2018, no 17-15044

L'affaire ayant donné lieu au présent arrêt a connu, en son temps, un certain retentissement puisqu'il s'agit de statuer sur les conséquences de l'interdiction de l'exposition « Our body » (Cass. 1re civ., 16 sept. 2010, n° 09-67456 : Bull. civ. I, n° 174, RTD civ. 2010, p. 760, obs. Hauser J.). L'organisateur de l'événement avait souscrit un contrat couvrant l'exposition et notamment le risque d'annulation. À la suite de celle-ci, il avait activé la garantie annulation. L'assureur ayant fait valoir l'existence d'une cause illicite, le contrat avait été annulé (Cass. 1re civ., 29 oct. 2014, n° 13-19729 : Bull. civ. I, n° 178, Lexbase 2014, 595, obs. Krajewski D. ; RGDA janv. 2015, n° 111t2, p. 16, obs. Kullmann J. ; RDC 2015, p. 299, note Leduc F.). Cependant, la Cour de cassation avait reproché à la cour d'appel de ne pas retenir l'existence d'un manquement de l'assureur à son devoir de conseil (attirer l'attention sur le risque d'annulation). Le présent arrêt se prononce sur le préjudice consécutif à ce manquement pour constater son absence. Il valide en effet le raisonnement des juges du fond ayant considéré qu'aucune perte de chance n'en résulte.

La perte de chance évoquée est la possibilité d'éviter un dommage : le coût lié à l'organisation de l'événement (sur cette catégorie et ses dangers : Le Tourneau Ph. et alii, Droit de la responsabilité et des contrats 2018/2019, 2017, Dalloz Action, n° 2123). Il est souligné que le courtier de l'assuré avait été conduit à inverser les rôles en la matière en rassurant l'assureur sur l'événement et le fait qu'il n'avait fait l'objet d'aucune annulation dans tous les pays où il avait été proposé. À partir de cet élément, les juges considèrent que la mise en garde de l'assureur n'aurait vraisemblablement pas conduit l'assuré à changer d'avis : la perte de chance n'est donc pas avérée. On peut se demander si les circonstances n'auraient pas dû conduire, au-delà du simple préjudice, à remettre en question l'obligation d'attirer l'attention de l'assuré sur le risque d'annulation. Des faits ressort en effet que l'assuré était bien plus en mesure d'évaluer ce risque en tant que « professionnel de l'événementiel ». Il n'est dès lors pas certain qu'une diligence particulière de l'assureur s'imposait d'autant plus que l'on se trouve à la limite du périmètre du devoir de conseil.